



CORPS DE SAPEURS-POMPIERS DU VALLON

Communes de Chalais, Grône et St Léonard

Règlement intercommunal du feu

Les assemblées primaires de Chalais, Grône et St Léonard

Vu l'article 5 de la loi sur la protection contre l'incendie et les éléments naturels (ci-après LPIEN);

Vu le règlement organisant l'exécution du service de protection contre l'incendie et les éléments naturels du 12 décembre 2001 ;

Vu les directives de l'Office cantonal du feu (ci-après OCF) et de la Coordination suisse des sapeurs-pompiers (ci-après CSSP) ;

Vu l'ordonnance concernant les mesures préventives contre les incendies du 12 décembre 2001 ;

Vu la convention pour la création d'un corps de sapeurs-pompiers intercommunal pour les communes de Chalais, Grône et St Léonard ;

Vu la décision du Conseil d'Etat du 24 mars 2010 homologuant la convention pour la création d'un corps de sapeurs-pompiers intercommunal pour les communes de Chalais, Grône et St Léonard.

Décident :

Avant-propos

Tous les termes contenus dans le présent règlement et s'appliquant à des personnes physiques doivent être compris aussi bien au féminin qu'au masculin.

Chapitre premier

Dispositions générales

Le corps des sapeurs-pompiers intercommunal de Chalais, Grône et St Léonard assume les fonctions suivantes :

- a) il est chargé :
- du sauvetage des personnes, des animaux et des biens mobiliers et immobiliers ;
 - des mesures propres à empêcher la propagation du feu et les risques d'explosion ;
 - de la police sur les lieux du sinistre de l'extinction du feu ;
 - de la protection des dégâts causés par l'eau ;
 - de la lutte contre les épanchements d'hydrocarbures ;
 - de la garde des objets sauvés, jusqu'à ce qu'ils soient placés en lieu sûr

- b) il peut aussi effectuer des services de surveillance tels que piquet en temps d'orage, de tempête, et d'ordre lors de manifestations locales publiques pour prévenir des risques d'accidents.
- c) dans certaines circonstances graves telles qu'accidents lors de transports et d'utilisation de marchandises dangereuses, dangers d'avalanches, inondations, tremblements de terre, éboulements, déraillements et autres accidents de circulation, le personnel chargé du service de défense contre l'incendie peut également être mobilisé sur l'ordre de l'autorité communale ou du chef du département afin de sauvegarder la vie et les biens de la population.
- d) sur demande d'autres communes ou de l'état major intercommunal Lienne-Navizence, son entraide est obligatoire.
- e) pour l'engagement en tant que CSI, les prescriptions cantonales sont appliquées (seulement pour les communes désignées comme CSI).
- f) Le CSP du Vallon s'organise en détachements communaux

Chapitre II

Organisation, attributions et compétences

Les commissions du feu de chaque commune subsistent et restent indépendantes pour tout ce qui concerne les inspections des bâtiments et la prévention des incendies sur leur territoire. Chaque conseil municipal nomme le chargé de sécurité de sa commune.

La commission intercommunale du feu agit comme plate-forme de discussions et organe de décision pour tout ce qui concerne la défense contre l'incendie

a) conseils municipaux

Le service du feu est placé sous la surveillance des conseils municipaux de Chalais, Grône et St Léonard.

a) Les conseils municipaux de Chalais, Grône et St Léonard :

- nomment la commission intercommunale du feu et son Président
- nomment le commandant, le remplaçant et les officiers sur la proposition de la commission
- fixent le montant de la solde et de l'allocation appropriée pour perte de gain
- approuvent le budget et les comptes du service du feu
- déterminent l'effectif du corps des sapeurs-pompiers

b) Commission intercommunale du feu

1) Composition

La commission intercommunale du feu se compose :

- Du président de la commission du feu de chaque commune
- du commandant du corps des sapeurs-pompiers intercommunal et de ses deux remplaçants. Ils font également office de chef de détachement régional.
- le conseil communal peut compléter cette commission par des spécialistes.
- La présidence de la commission est tournante, elle change chaque année.

2) Attributions de la commission intercommunale du feu

Selon l'article 5, 8 de la LPI et 10 du RO, notamment,

- s'assure que le corps des sapeurs-pompiers soit toujours en état d'intervenir.
- nomme les sous-officiers sur proposition du commandant en collaboration avec son EM.
- fait des propositions aux conseils municipaux de Chalais, Grône et St Léonard pour la promotion des officiers.
- établit le budget avant le 30 septembre de l'année précédente, établit les comptes pour la fin mars de l'année suivante.
- fait des propositions pour l'achat et l'équipement et du matériel.

3) Le Président de la commission intercommunale du feu

- établit à l'intention des conseils municipaux un rapport annuel sur les activités du corps des sapeurs-pompiers.
- reçoit copie des rapports de sinistres, des exercices et des inspections.

4) Le commandant du service du feu

Selon les articles 5 LPI et 11, 43 RO, notamment,

- organise, dirige et surveille les exercices et les interventions.
- Il est en outre responsable :
 - de l'organisation de l'alarme
 - du contrôle et de l'entretien du matériel
 - de l'établissement des rapports
 - de représenter les sapeurs-pompiers et les auxiliaires civils envers les assurances.
 - d'établir à l'intention de la commission intercommunale un rapport annuel sur l'activité de son corps.

5) Délibérations

- Les décisions sont prises à la majorité des membres présents.
- En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante

Chapitre III

Obligation de servir et financement

1) Obligation de servir

- a) Tous les hommes et toutes les femmes domiciliés dans les communes de Chalais, Grône et St Léonard depuis au moins 6 mois, et dont l'âge est compris entre 20 et 50 ans sont astreints au service du feu.
- b) Le service actif doit être accompli personnellement ; une suppléance est exclue.
- c) Dès que l'effectif prévu dans le règlement communal est complet, les conseils municipaux de Chalais, Grône et St Léonard peuvent renoncer à incorporer du personnel supplémentaire. Nul ne peut exiger son incorporation.

2) Volontariat

- a) Les personnes âgées de 18 à 20 ans et celles libérées du service obligatoire du feu peuvent s'engager volontairement dans le service du feu.

3) Exemption de l'obligation de servir

Sont exemptées du service obligatoire :

- les personnes qui exercent des fonctions officielles incompatibles avec l'accomplissement du service du feu à savoir les membres des conseils municipaux de Chalais, Grône et St Léonard ;
- les personnes handicapées dont l'incapacité durable est attestée médicalement ;
- les femmes enceintes ;
- les personnes seules qui ont la charge d'un enfant vivant en ménage commun, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint l'âge de 18 ans révolus ;
- d'autres personnes selon décision des conseils municipaux.

4) Financement

Les frais inhérents découlant de la bonne marche du corps de sapeurs pompiers sont partagés équitablement entre les communes de Chalais, Grône et St Léonard sur la base d'une clé de répartition basée sur la population de chaque village. Cette clé est revue chaque année.

5) contribution de remplacement

- a) Afin de couvrir partiellement les dépenses du service du feu, les personnes astreintes qui ne sont pas engagées dans le service actif doivent s'acquitter d'une contribution de remplacement.
- b) Les conseils municipaux sont compétents pour fixer la contribution de remplacement. Elle est basée sur le revenu et la fortune de la personne assujettie en définissant un maximum d'imposition. Le montant de la contribution décidée par les conseils municipaux n'est pas soumis à l'acceptation du Conseil d'Etat. Cette contribution ne doit pas excéder les fr. 100.-- par personne et par année.
- c) Pour les couples vivant en ménage commun, la contribution de remplacement est prélevée comme suit :
 - a) si aucun des membres du couple n'accomplit de service actif, il sera prélevé une contribution complète ;
 - b) lorsque l'un des membres du couple est atteint par la limite d'âge, il sera versé une contribution complète ;
 - c) si une personne dans le couple est exemptée selon le chiffre 3 (Exemption de l'obligation de servir), l'exemption vaut également pour l'autre ;
 - d) la commune exonère de la contribution de remplacement les personnes suivantes :
 - Les personnes ayant effectué 20 ans de service.
 - les membres des conseils municipaux de Chalais, Grône et St Léonard.

Chapitre IV

Effectif, équipements, matériel et installations

1) Composition du corps de sapeurs-pompiers

- a) L'effectif du corps de sapeurs-pompiers intercommunal est déterminé en fonction de l'évolution du nombre d'habitants de Chalais, Grône et St Léonard.
- b) Il sera organisé selon la configuration géographique en conformément aux directives de l'OCF et de la FSSP.
- c) Le contrôle de l'effectif du corps des sapeurs-pompiers doit toujours être tenu à jour.

2) Matériel du corps de sapeurs-pompiers

Selon les articles 17 et 36 de la LPI et 36 et 37 du RO, notamment,

- a) Les moyens d'intervention et les installations nécessaires sont mis à disposition par les communes de Chalais, Grône et St Léonard.
- b) Les bâtiments abritant les locaux des sapeurs-pompiers restent la propriété des communes respectives.
- c) Les moyens actuellement propriété des communes signataires sont mis en commun dès l'entrée en vigueur du présent règlement, selon liste annexée au présent règlement.
- d) Conformément aux directives de l'OCF et de la FSSP, l'équipement personnel du sapeur-pompier est composé notamment :
 - habillement approprié et adapté à la situation
 - un casque de SP
 - une ceinture de sauvetage avec mousqueton de sécurité
 - une paire de gants de travail à 5 doigts
 - veste de protection contre le feu avec plastron de signalisation
 - pantalon de protection contre le feu
 - bottes ou bons souliers (chaussures de sécurité)

L'équipement ci-dessus doit être complété pour les spécialistes selon la nature des engagements.

Chapitre V

Instruction

Des cours, des exercices et des rapports sont organisés conformément aux directives cantonales ainsi qu'aux recommandations de la Fédération valaisanne et suisse des sapeurs-pompiers pour instruire les membres des corps de sapeurs-pompiers locaux et d'établissements.

Des exercices communs entre corps de sapeurs-pompiers voisins et centres de secours incendie peuvent être organisés.

1) Cours régional d'introduction

Les personnes nouvellement incorporées participent à un cours régional d'introduction de 3 à 5 jours.

2) Cours de cadres et de spécialistes

Les cadres et le personnel spécialisé sont instruits dans des cours de base dont la durée totale n'excède pas 12 jours par an. Les cadres et le personnel spécialisé doivent suivre des cours de perfectionnement dont la durée totale n'excède pas 12 jours en 4 ans.

3) Exercice annuel

L'exercice annuel pour le corps SP est fixé à 2 jours (1 au printemps et 1 en automne). Un tournus pour les différentes communes est mis en place pour son organisation.

4) La participation aux exercices annuels est obligatoire pour toutes les personnes incorporées.

Si l'on ne peut participer, une excuse écrite motivée valablement sera transmise au commandant, avant le cours.

Les motifs valables pouvant être pris en considération sont notamment :

- maladie ou accident (certificat médical)
- grave maladie d'un membre de la famille
- service militaire et protection civile
- décès dans la famille
- grossesse

5) Convocation - programme

- a) L'envoi des ordres de marche se fait 3 semaines avant le début du cours.
- b) Les programmes de cours, exercices et rapports doivent être arrêtés au moins 3 semaines avant la date d'entrée en service.
- c) Des cours et exercices préparatoires doivent être organisés pour les cadres au moins une semaine avant les cours et exercices principaux.
- d) Un programme annuel de formation sera établi par le commandant en collaboration avec son EM. Il est arrêté et distribué au plus tard le 15 décembre de l'année précédente.

Chapitre VI

Organisation de l'alarme

1) Celui qui découvre un incendie ou les indices d'un incendie doit :

- a) alerter les personnes en danger et les aider à quitter par les voies d'évacuation praticables les plus proches des locaux menacés.
- b) alarmer immédiatement la centrale d'incendie (téléphone 118) en communiquant d'une façon claire et concise :
 - son propre nom
 - le numéro de téléphone d'où il appelle
 - la nature et l'importance du sinistre
 - la commune sinistrée
 - le nom de la rue
 - le numéro de l'immeuble
 - l'étage touché
 - si possible annoncer, lorsqu'il s'agit d'épanchements de produits dangereux, la nature des produits et cas échéant, les chiffres inscrits sur la plaque orange.
- c) jusqu'au moment de l'arrivée des sapeurs-pompiers les personnes présentes ont l'obligation de coopérer aux actions de secours et à l'extinction du feu.

2) Dans la commune, l'alarme doit être donnée à la centrale d'alarme officielle des sapeurs-pompiers (téléphone 118)

- 3) Le commandant, en son absence les remplaçants ou un officier, donne immédiatement les ordres pour l'engagement des sapeurs-pompiers.
Si le corps des sapeurs-pompiers communal intervient directement, sans avoir été alarmé par la centrale d'alarme, le responsable de l'intervention doit immédiatement en aviser ladite centrale d'alarme.
- 4) **Pour l'alarme, selon systématisation cantonale, les moyens suivants seront utilisés :**
- a) alarme radio
 - b) alarme téléphonique (SMT)
 - c) autres systèmes reconnus

Chapitre VII

Intervention

- 1) Sur le lieu du sinistre, le commandement est exercé par le commandant du corps sapeurs-pompiers ou ses remplaçants ou encore, dans les sinistres de petite importance, par un autre officier ; en leur absence, le commandement est exercé par le commandant du CSI régional ; il en est de même lorsque la durée de l'intervention ou un autre motif sérieux nécessite une relève.
- 2) La demande de collaboration émanant d'un CSI ou d'autres corps de sapeurs-pompiers est formulée par le commandant SP du lieu du sinistre lorsque les moyens disponibles s'avèrent insuffisants ; les autorités communales respectives en sont aussitôt nanties.
- 3) Le commandant de la place sinistrée est responsable :
 - du ravitaillement, du service de garde, de la relève des sapeurs-pompiers engagés.
 - de se mettre à la disposition de la police afin de donner tous les renseignements utiles à son enquête.
 - de la remise en état des véhicules et des engins pour qu'ils soient prêts à intervenir.

Chapitre VIII

Solde - allocation - subsistance

- 1) Quiconque participe à des cours, exercices et rapports ou sert dans le service du feu lors d'intervention a droit à une solde et à une allocation appropriée pour perte de gain.
- 2) Les conseils municipaux établissent le montant et le mode de calcul de la solde et de l'allocation pour perte de gain, de l'indemnité pour la subsistance, le logement et les déplacements.
- 3) Les personnes en service, qui pour des raisons majeures ne peuvent se nourrir et se loger à domicile, ont le droit, pendant la durée du service, à une subsistance commune gratuite ainsi qu'au logement gratuit ou, cas échéant à une indemnité correspondante.
- 4) De même, lors de services commandés, les personnes ont droit au remboursement des frais de voyage.
- 5) Le droit à la solde et à une indemnité se prescrit à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter du jour où la prétention est devenue exigible.
- 6) Les conseils municipaux édictent un tarif des frais d'intervention annexé à la présente convention.

Chapitre IX

Assurances

- 1) Les communes de Chalais, Grône et St Léonard assurent leurs sapeurs-pompiers et les auxiliaires civils contre les maladies et les accidents résultant du service du feu.
- 2) Cette assurance sera conforme aux bases légales cantonales en vigueur
- 3) Le commandant SP :
 - retourne à la FSSP les formules de consigne des effectifs avec état nominatif.
 - avise sans retard, la FSSP et l'OCF de tout accident survenu ou maladie contractée en service commandé et se conforme aux conditions fixées dans les contrats pour établir les avis et déclarations de sinistre.
- 4) Les primes d'assurance découlant de l'article 40 de la LPI du 18.11.1977, de l'article 43 du RO, sont à la charge des communes.

Chapitre X

Mesures pénales et disciplinaires

Les mesures pénales et disciplinaires et les procédures y relatives sont régies par les dispositions spécifiques de la loi cantonale sur la protection contre l'incendie et les éléments naturels, ainsi que par le droit fédéral et cantonal en matière de procédure.

1) Peines et autorités compétentes

- a) Les conseils municipaux ou tribunaux de police sont compétents pour la répression des infractions passibles d'une amende de 1'000.- Frs. au plus
- b) Le juge pénal ordinaire est compétent pour la répression des infractions entraînant une amende supérieure à 1'000.- Frs ou/et les arrêts.
- c) Les infractions sont dénoncées au conseil municipal ou au tribunal de police du lieu de commission qui, sous réserve des cas entrant dans sa compétence, les transmet au juge pénal ordinaire.

2) Procédure

- a) Les conseils municipaux ou tribunaux de police du lieu de commission de l'infraction statuent selon la procédure applicable aux prononcés pénaux de l'administration.
- b) Le juge pénal ordinaire statue selon les dispositions du code de procédure pénale.

3) Sanctions disciplinaires

- a) Pendant l'exécution d'un service commandé, les infractions à la discipline sont, sans préjudice des poursuites pénales prévues par la loi, punies des sanctions suivantes :
 - le rappel à l'ordre
 - la suppression de la solde
 - le renvoi de la place d'exercice ou du lieu du sinistre
 - l'amende jusqu'à 80 Frs.
- b) Le prononcé d'une sanction disciplinaire est de la compétence du commandant et des chefs de détachement sous réserve de recours aux conseils municipaux qui statuent définitivement.
- c) La commission intercommunale du feu peut demander aux conseils municipaux respectifs de prononcer l'exclusion du corps envers une personne qui s'est rendue coupable d'une faute grave.

- d) La loi sur la procédure et la juridiction administratives s'applique. En première instance toutefois, si la situation de fait paraît clairement établie, la sanction disciplinaire peut être prononcée sans audition préalable du contrevenant qui peut former réclamation au sens des articles 34a et suivants de LPJA.

Chapitre XI

Budgets, investissements, comptes

1) Etablissement du budget

- a) Le budget annuel du CSP du Vallon est proposé par l'état-major intercommunal à la commission intercommunale qui se prononce. Il est ensuite transmis ensuite aux divers conseils municipaux.

2) Répartition des coûts de fonctionnements et des investissements

- a) Les ressources budgétaires du CSP du Vallon sont assurées par les comptes de fonctionnement des communes signataires. La part due par chaque commune est fixée par une clé de répartition, adaptée chaque année et basée sur le nombre d'habitants au 31 décembre de l'année précédente.
- b) Les versements de communes seront faits par acomptes selon des décomptes établis par la commission intercommunale du feu.

3) Frais d'entretien

- a) Les frais d'entretien des bâtiments abritant les locaux du feu ne sont pas pris en compte dans le budget intercommunal.
- b) Pour tout autre frais, la commission intercommunale fera des propositions.

4) Frais de sinistres

- a) Les frais d'intervention non facturables à des tiers sont à la charge de la commune du lieu sinistré.

Chapitre XII

Dispositions finales

2) Entrée en vigueur, validité et abrogation

- b) Ce règlement entre en vigueur après son approbation par le conseil d'état.
- c) dès l'entrée en vigueur de ce règlement, tous les règlements communaux précédents sont abrogés.

Adopté par le conseil municipal de Chalais dans sa séance du 8 juin 2010.

Approuvé par l'Assemblée primaire du 21 juin 2010 :

Le Président

Alain Perruchoud

.....

Le secrétaire communal

François Zuber

.....

Adopté par le conseil municipal de Grône dans sa séance du 3 août 2010.

Approuvé par l'Assemblée primaire du 20 décembre 2010 :

Le Président

Joseph de Preux

.....

Le secrétaire communal

Gérald Morand

.....

Adopté par le conseil municipal de St Léonard dans sa séance du 26 mai 2010.

Approuvé par l'Assemblée primaire du 20 décembre 2010 :

Le Président

Claude-Alain Bétrisey

.....

Le secrétaire communal

Stéphane Bétrisey

.....

Le Conseil d'Etat a homologué ce règlement dans sa séance du 9 novembre 2011.

Le Président du Conseil d'Etat

Le Chancelier d'Etat